**Les emplois climatiques : un élément clé de la transition écologique et sociale de l'économie**

La crise COVID19 nous a surpris dans le contexte de la crise climatique. Le défi est donc double. La crise que nous subissons touche de nombreux domaines : écologique, social, de soins, politique, démocratique... Mais tous sont unis. L'avenir de la société, de la planète, et donc de la classe ouvrière telle que nous la connaissons, est en jeu. Le syndicalisme doit être un sujet clé pour sortir de ces crises. Ce défi sera une priorité dans les agendas des syndicats qui veulent un changement radical du système. Lorsque nous parlons de changement radical, nous parlons de transformation sociale, écologique, féministe et démocratique.

Il existe un conflit fondamental entre le capital et la vie, et il est plus évident que jamais en ce moment. Cette situation appelle un syndicalisme qui place la durabilité de la vie et de la planète au centre. Ceci étant la réalité et ayant pour objectif la justice sociale et climatique, la transition écologique et sociale de l'économie est une alternative qui "attaque" le fond du problème. Nous devons nous concentrer sur les personnes et la vie, nous avons besoin d'un modèle qui soit socialement juste et respectueux des limites de la planète. Dans cette pandémie, il est apparu clairement quels sont les secteurs essentiels à la vie, et aussi combien ils sont peu valorisés, puisque la plupart d'entre eux sont des secteurs féminisés précaires.

Nous vivons dans une société de consommation, nous sommes passés de la production pour satisfaire les besoins à la consommation pour maintenir les industries. C'est la société de la croissance. L'indicateur de richesse est le produit intérieur brut et ne prend pas en compte les limites physiques de la planète, les effets écologiques et sociaux de la production, la répartition inégale des richesses ou des emplois en dehors du marché. L'emploi est considéré comme un travail productif à temps plein et ne tient pas compte du travail reproductif (soins). Tout emploi est bon dans ce système, indépendamment de l'éthique, de son impact sur l'environnement, de son influence sur les générations suivantes, ou ailleurs.

**Quel est le bon modèle pour l'avenir ?**

Nous devons nous battre pour un modèle qui redistribue les richesses de manière égale et respecte les limites de la planète. Nous devons rechercher le bien-être sans croissance, une stabilité qui ne dépend pas de la croissance. Nous aurons besoin de produits et de services de meilleure qualité, avec une consommation d'énergie moindre et un impact environnemental moindre. Nous aurons une meilleure qualité de vie de manière durable, en satisfaisant les besoins fondamentaux en dehors de la logique du marché et avec un système public solide.

Le travail productif et reproductif, rémunéré ou non, doit être équilibré entre les femmes et les hommes. Nous devons reconnaître la valeur du travail reproductif ; dans cette pandémie, nous avons vu que ces emplois sont vraiment nécessaires.

Ce changement est possible grâce à la délocalisation du pouvoir. La participation des citoyens est fondamentale pour la prise de décision.

**2. transformation des secteurs économiques**

La transformation des secteurs économiques dans cette transition écologique et sociale est essentielle et doit être bien planifiée : quels secteurs vont disparaître ou doivent être réduits ? Et lesquelles sont nécessaires et doivent se développer ?

**2.1 Secteurs indésirables**

Pour déterminer ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, il convient d'utiliser des critères écologiques et éthiques.

En ce qui concerne les critères écologiques, les secteurs qui utilisent de manière disproportionnée l'énergie et la matière devraient être réduits ou transformés. La transformation consiste à réduire l'énergie et les matériaux utilisés par tous les secteurs productifs jusqu'à ce qu'ils soient conformes aux limites de la planète. L'automobile, l'aéronautique, les énergies non renouvelables, l'agriculture intensive, le tourisme de masse ou la construction en sont quelques exemples.

L'application de critères éthiques est fondamentale pour la défense des droits de l'homme. Le secteur de l'armement en est un exemple clair.

**2.2 Secteurs souhaitables**

L'objectif de cette transformation est de créer des emplois en se concentrant sur des secteurs durables. Il sera nécessaire de déplacer l'emploi des secteurs très intensifs en termes de consommation d'énergie et de matières premières vers des secteurs moins intensifs. La transformation écologique et sociale générera des emplois souhaitables dans différents secteurs :

- Soins : activités liées aux soins des personnes et à leurs besoins fondamentaux, ainsi que les activités qui permettent l'exercice des droits universels.

- Services publics : transports publics, recherche, éducation, santé

- Activités de recherche et de développement.

- Économie sociale et solidaire (ESS) : fondée sur l'égalité, l'emploi, le respect de l'environnement, la coopération et le bénévolat, l'engagement en faveur de l'environnement social, la participation et la démocratie interne. C'est l'alternative à l'entreprise capitaliste.

**2.3 Emplois dans le domaine du climat**

Les emplois climatiques doivent répondre à la perte d'emplois non durables. Des emplois liés au climat seront créés dans des secteurs qui ne sont pas encore développés. Elles sont essentielles pour modifier le modèle de production actuel de manière ordonnée et progressive, et pour parvenir à un modèle approprié qui respecte les limites de la planète. Et ils constituent le moyen le plus efficace de lutter contre le chômage et l'exclusion sociale et économique. Les emplois qui corrigent les dommages environnementaux, ceux qui produisent en prenant soin de l'environnement, les services de prévention et de contrôle, ou l'investigation et le développement font partie des emplois climatiques.

**3. Les conditions de la transition climatique et de la création d'emplois**

Une des principales conditions pour rendre cette transition possible est de changer nos conceptions de la production, de la consommation et du travail. Nous devons repenser le projet social que nous voulons pour l'avenir et les besoins collectifs de consommation. Ce projet doit toujours être réaliste et respectueux des limites de la planète. Les conditions pour qu'il devienne réalité :

- Planification participative. Les changements vont provoquer des tensions et des conflits, il est donc nécessaire de faire collaborer tous les agents impliqués (mouvements sociaux, consommateurs, syndicats, entreprises,...).

- Un cadre juridique adéquat par le biais de politiques publiques. Il sera essentiel d'allouer des ressources publiques pour financer le processus de restructuration, en se concentrant sur le développement de secteurs stratégiques pour la création d'emplois climatiques.

- Protection sociale. Assurer un soutien aux chômeurs des secteurs non durables, une réorientation vers des secteurs durables, des programmes de formation et l'apprentissage tout au long de la vie.

- Mesures sexospécifiques visant à accroître le pourcentage de travailleuses dans les emplois liés au climat

- Réforme fiscale. Lutte vigoureuse contre la fraude fiscale, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus et les plus-values élevés. La mobilisation de capitaux publics et privés sera nécessaire.

**4. Projections sur la création d'emplois dans le domaine du climat**

Pour l'avenir, grâce à cette transition écologique et sociale de l'économie, la création de ces emplois peut atteindre 106.000 au Pays Basque. Ces chiffres ne sont pas valables pour les autres pays, mais le nombre d'emplois qui peuvent être créés sur un territoire de 2,8 millions d'habitants est significatif :

Réhabilitation des bâtiments : 41 500 emplois.

Énergies renouvelables : 26 300 emplois.

Mobilité : 2500 emplois.

Gestion durable des déchets : 7 900 emplois

Agro-écologie, pêche et sylviculture durable : 25 000 emplois.

Politiques pour une utilisation rationnelle de l'eau : 1000 emplois.

Industrie transformée : 2 200 emplois

Ces données montrent que nous avons un rôle important à jouer dans la reprise après la crise climatique et la crise COVID19 . Mais tout cela est impossible sans la volonté politique des membres du gouvernement. Nous devons placer les gens au centre et sortir tout le monde de cette situation, en ne laissant personne sur la touche et en luttant contre le changement climatique.